

1382H212 /1

<1938-19397

D 800 / 1

organisation en cas de guerre

Préparation des opérations de mobilisation  
du Chemin de Fer et de mobilisation industrielle

isé M.M. LECLERC du SABLON  
SURLEAU  
Jean LEVY  
PORCHEZ  
GOURSAT  
BARTH

27 Janvier 1938

COPIE CONFORME  
A L'ORIGINAL

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
16 MARS 1938	
Dossier N°	D 800 / 1    Pièce N° 1

NOTE  
pour Monsieur MUGNIOT

Les affaires relatives à la mobilisation tant du  
Chemin de fer qu'à la mobilisation industrielle se trouvent  
par leur nature même réparties dans un certain nombre de  
Services.

Je vous demanderai de bien vouloir vous rapprocher  
des Chefs de Service intéressés à savoir M.M. LECLERC du  
SABLON, Jean LEVY, PORCHEZ, GOURSAT, BARTH, pour m'établir  
une note d'ensemble sur la manière dont ces Services sont  
répartis et sur le point où en est la préparation de  
chacune des questions correspondantes.

Votre bien dévoué,  
Signé : LE BESNERAIS

p<sup>1</sup>

15 Mars 1938

COPIE CONFORME  
A L'ORIGINAL

N O T E  
pour Monsieur MUGNIOT

---

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
16 MARS 1938	
Dossier N°	D 800/1    Pièce N° 2

Je vous ai demandé de me faire une étude générale  
sur la question de mobilisation.

Voudriez-vous m'entretenir le plus tôt possible du  
point où en est cette étude.

Votre bien dévoué,  
Signé: LE BESNERAIS

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

LE DIRECTEUR ATTACHÉ  
A LA  
DIRECTION GÉNÉRALE

8, Rue de Londres  
PARIS-IX.

Téléph. : TRINITÉ  
91-73 et la suite  
Inter-TRINITÉ 110

DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
1 <sup>er</sup> JUIN 1938	
Destinataire	11/12

15 mars 1938. 19

Monsieur LE BESNERAIS,  
Directeur Général de la  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES  
CHEMINS DE FER.

Monsieur le Directeur Général,

Vous avez bien voulu me demander d'établir et de vous remettre une note d'ensemble indiquant comment se trouvaient réparties, entre les divers Services, les affaires relatives tant à la mobilisation <sup>du</sup> Chemin de fer qu'à la mobilisation industrielle et faisant connaître l'état actuel de la préparation de chacune des questions correspondantes.

de l'ordre Général n° 3 et  
Aux termes de la Circulaire N° 1, pour l'application de l'Ordre Général N° 3, les affaires militaires en général c'est-à-dire : TRANSPORTS, CHEMINS DE FER DE CAMPAGNE, DEFENSE PASSIVE, sont du ressort du Service Central du MOUVEMENT.

Seules les questions de personnel (affectation spéciale, désignations pour les Sections C.F.C., etc...) relèvent du Service Central du PERSONNEL.

Quant à la mobilisation industrielle, la même Circulaire l'attribue au Service Central des APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHES. Mais comme, à l'heure actuelle, ce Service n'est pas encore complètement constitué, ce sont, en fait, les Services d'APPROVISIONNEMENTS DES REGIONS qui continuent à fonctionner, sous l'autorité des Directeurs des REGIONS et des



Chefs des Services Centraux intéressés.

C'est ainsi, notamment, que la question de l'approvisionnement en COMBUSTIBLES est actuellement suivie par le Service Central du MATERIEL, en liaison, mais liaison naissante, avec celui des APPROVISIONNEMENTS.

Il est, par ailleurs, à noter que, d'après l'Ordre Général N° 4, le Service des APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES et MARCHES, s'il est chargé de l'approvisionnement et de l'achat des matières d'approvisionnement général, commun et spécial, ne l'est ni des rails, ni du ballast et provisoirement des traverses. Aussi bien est-ce le Service des INSTALLATIONS FIXES qui m'a fourni, à propos des rails, ballast et traverses, les renseignements qui m'étaient nécessaires pour répondre à la deuxième partie de votre question.

Quant à l'entretien des installations militaires inutilisées en temps de paix, la question est évidemment du domaine du Service des INSTALLATIONS FIXES.

Reste la question de l'entretien et de la réparation en temps de guerre du matériel roulant, question au sujet de laquelle M. le Président GUINAND a bien voulu me demander une note spéciale, et qui incombe entièrement au Service Central du MATERIEL.

Pour vous renseigner et pour renseigner M. le Président GUINAND, de façon aussi complète que possible, sur toutes ces questions et notamment sur l'état actuel de leur préparation, j'ai établi, avec le concours des Services Centraux intéressés, les dossiers ci-joints, respectivement intitulés :

Mobilisation des moyens de transport.

Défense passive,

Mobilisation industrielle.

Approvisionnement en combustibles.

Entretien des installations militaires inutilisées en temps de paix.

Le.....

Le premier de ces dossiers "MOBILISATION DES MOYENS DE TRANSPORT" contient quatre notes : une note d'ensemble, une note relative aux Sections C.F.C., une note sur les trains sanitaires, et la note spécialement demandée par M. le Président GUINAND sur l'entretien et la réparation du matériel en temps de guerre.

*Luy. Mueghis*

16 Mars 1938

Mais cette liste et ces indications ne sont qu'un résumé  
que je vous demanderai de bien vouloir revoir, compléter et  
rectifier s'il y a lieu.

Votre bien dévoué,

## N O T E

pour Monsieur MUONOT

5 — J'ai bien reçu votre *lettre* et les *notes diverses* relative aux  
affaires de mobilisation.

Dans votre lettre vous me proposez de préciser tempo-  
rairement, en *attendant* la mise en train définitive du Service des  
Approvisionnements, Commandes et Marchés la répartition des  
attributions relatives à la mobilisation entre les différents  
Services.

Je suis bien d'accord sur votre proposition et vous  
prierai de me les faire transmettre par des lettres aux  
Services intéressés.

Notes relatives aux diverses questions : Les notes  
signalent une série de points qui seraient à préciser, je  
vous serai obligé de me faire préparer les lettres nécessaires  
aux divers Services pour hâter l'examen des questions cor-  
respondantes.

J'ai moi-même, en lisant vos notes, noté un certain  
nombre de ces points que je reprends dans les annexes ci-  
jointes avec l'indication sommaire des suites à donner.

Mais cette liste et ces indications ne sont qu'un memento  
que je vous demanderai de bien vouloir revoir, compléter et  
rectifier s'il y a lieu.

Votre bien dévoué,



## Trains Sanitaires

Rappeler au Ministre la réponse qui lui a été demandée fin 1937. (voir page 3.).

### ANNEXE 1

## Entretien et réparation du Matériel.

### Mobilisation des moyens de transport.

Page 1. - Le Ministre a-t-il répondu à la lettre du 20 Avril

Page 2. - Les propositions nominatives ont-elles été faites et ont-elles été approuvées par le Ministre ?

Page 3. - Les prestations de matériel prévues au deuxième alinéa sont-elles déterminées, l'aménagement des

Page 4. - wagons-tombereaux démontables de l'A.L. est-il prévu ? Les premiers alinéas de la page ont-elles abouti, qui

Page 4. - J'aimerais avoir des précisions sur l'effectif des locomotives et sur leur état, précisions numériques par type et par Région. Les compléments d'étude à

Page 5. - Dispersion de la population civile : les plans étudiés sont-ils approuvés et les mesures d'exécution sont-elles prévues, les plans à l'étude sont-ils poussés, quels sont les services chargés de cette étude, ou en est-elle, à quelle date aboutira-t-elle ?

Il - idem pour les besoins de matériel en liaison avec

Note relative aux sections des Chemins de fer de campagne.

Page 6. - Demander aux services compétents de faire les propositions nécessaires pour le Matériel Spécial signalé.

Pages 7 et 8. - Me faire écrire à l'Etat - Major de l'Armée pour proposer les exercices envisagés. avant la fin du mois sur la question.

### Trains Sanitaires

Rappeler au Ministre la réponse qui lui a été demandée fin 1937. (voir page 3.).

### Entretien et réparation du Matériel.

Page 3. - Le Ministre a-t-il répondu à la lettre du 20 Avril 1937 ? Sinon me faire lui demander cette réponse d'urgence.

Page 4. - Hâter les Régions du Sud-Ouest et de l'Est pour le travail qui n'est pas terminé.

Page 6. - Les études de repliement et de déplacement prévues aux deux premiers alinéas de la page ont-elles abouti, qui est chargé de l'exécution ?

#### Propositions faites page 6.

- A - Signaler aux Régions les compléments d'étude à faire et spécialement à l'Est celle de MONTIGNY.
- B - Demander à M. Jean LEVY de faire étudier d'urgence la question des machines-outils onéreuses.
- C - idem pour l'alimentation en courant.
- D - idem pour les modèles de fonderie.
- E - idem pour les besoins de matériel en liaison avec M. COURSAT. C'est une question particulièrement importante que la Division des Affaires Militaires doit prendre en main.
- F - Demander à M. LECLERC du SABLON et à M. Jean LEVY de me faire des propositions avant la fin du mois sur la question.

ANNEXE 2Défense passive

- Page 1 - Question des masques : faire reprendre la question par le Service intéressé.
- Page 2 - Me mettre au courant des essais envisagés au 3<sup>e</sup>) ainsi que de ceux relatifs aux lumières des gares de triage, aux lanternes à main, aux passages à niveau.
- Page 3 - Me faire écrire à l'Etat-Major de l'Armée pour la question des équipes mobiles; me faire rappeler à l'Etat-Major 4<sup>e</sup> bureau la question des liaisons par T.S.F.

Note relative aux masques

- Page 2 - Me faire demander d'urgence à l'Autorité Militaire ce qui est prévu.
- Page 3 - Demander d'urgence aux Régions les résultats de l'étude de détail qui leur a été confiée.

Note relative au programme général de défense passive

- Page 4 - Me faire écrire à l'Etat-Major de l'Armée 4<sup>e</sup> Bureau pour signaler l'urgence de la réalisation des projets classés en première urgence.



ANNEXE 3

---

Page 3.- Me faire écrire avant la fin de la semaine aux Services qui n'ont pas répondu.

Page 5.- Idem.

Page 6.- Demander à M. PORCHEZ de me faire écrire pour demander les précisions et les modifications nécessaires en ce qui concerne les traverses, les bois spéciaux (page 7) la créosote (page 7).

Pages 10 et 11.- Me faire écrire pour faire préciser les points qui ont besoin de l'être.



ANNEXE 4APPROVISIONNEMENT EN COMBUSTIBLES

Le tableau de la page 3 est à revoir pour transformer les chiffres en nombres de jours, en considérant que, à titre de première approximation, les besoins journaliers après la fin de la période de concentration seraient fixés aux besoins journaliers moyens pendant cette période, les Régions ayant des excédents constituant d'ailleurs une réserve pour les Régions frontalières.

Page 3.- Demander à M. LECLERC du SABLON de mettre sa division des combustibles en liaison avec la direction des mines pour examiner les questions soulevées.

Page 5.- Idem.

a<sup>1</sup>

ANNEXE 5

---

La question est modifiée du fait du nouveau Cahier des Charges. Voudriez-vous l'examiner à nouveau à ce point de vue.

16 Mars 1938

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint à titre de  
compte rendu les demandes que j'ai adressées à ce sujet  
à M. MUGNIOT. Je vous prie de vous tenir au courant  
de la suite donnée à ces demandes.  
NOTE  
pour Monsieur le Président GUINAND

— votre respectueux et dévoué,

Monsieur le Président,

Ainsi que vous le savez j'ai demandé à M. MUGNIOT  
d'établir une note d'ensemble sur la manière dont se trou-  
vent réparties entre les divers services, les affaires  
relatives tant à la mobilisation du Chemin de fer qu'à la  
mobilisation industrielle et faisant connaître l'état ac-  
tuel de la préparation de chacune des questions correspon-  
dantes.

J'ai l'honneur de vous remettre ci joint ces cinq  
dossiers correspondant respectivement aux questions suivantes:

Mobilisation des moyens de transport,

Défense passive,

Mobilisation industrielle,

Approvisionnement en combustibles,

Entretien des installations militaires utilisées en  
temps de paix.

Dans le premier de ces dossiers vous trouverez la note  
spécialement rédigée à votre demande sur l'entretien et la  
réparation du matériel en temps de guerre.

L'examen de ce dossier m'a conduit à demander dès mainte-  
nant à M. MUGNIOT de me préparer les suites urgentes sur  
certaines questions en suspens.



J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint à titre de  
compte rendu les demandes que j'ai adressées à ce sujet  
à M. MUGNIOT, je ne manquerai pas de vous tenir au courant  
de la suite donnée.

Votre respectueux et dévoué,



## Trains Sanitaires

Rappelez-**ANNEXE 1** le Ministre la réponse qui lui a été demandée fin 1937. (voir page 3.).

### Entretien et réparation du Matériel. Mobilisation des moyens de transport.

Page 3.- Le Ministre a-t-il répondu à la lettre du 20 Avril

Page 2.- Les propositions nominatives ont-elles été faites et ont-elles été approuvées par le Ministre ?

Page 3.- Les prestations de matériel prévues au deuxième alinéa sont-elles déterminées, l'aménagement des

Page 6.- wagons-tombereaux démontables de l'A.L. est-il prévu ?

Page 4.- J'aimerais avoir des précisions sur l'effectif des locomotives et sur leur état, précisions numériques par type et par Région.

Page 5.- Dispersion de la population civile : les plans étudiés sont-ils approuvés et les mesures d'exécution sont-elles prévues, les plans à l'étude sont-ils poussés, quels sont les services chargés de cette étude, où en est-elle, à quelle date aboutira-t-elle ?

Note relative aux sections des Chemins de fer de campagne.

M. COURBAT. C'est une question particulièrement

Page 6.- Demander aux services compétents de faire les propositions nécessaires pour le Matériel Spécial signalé.

Pages 7 et 8.- Me faire écrire à l'Etat - Major de l'Armée pour proposer les exercices envisagés.

du mois sur la question.

### Trains Sanitaires

Rappeler au Ministre la réponse qui lui a été demandée fin 1937. (voir page 3.).

### Entretien et réparation du Matériel.

Page 3.- Le Ministre a-t-il répondu à la lettre du 20 Avril 1937 ? Sinon me faire lui demander cette réponse d'urgence.

Page 4.- Hâter les Régions du Sud-Ouest et de l'Est pour le travail qui n'est pas terminé.

Page 6.- Les études de repliement et de déplacement prévues aux deux premiers alinéas de la page ont-elles abouti, qui est chargé de l'exécution ?

#### Propositions faites page 6.-

- A - Signaler aux Régions les compléments d'étude à faire et spécialement à l'Est celle de MONTIGNY.
- B - Demander à M. Jean LEVY de faire étudier d'urgence la question des machines-outils onéreuses.
- C - idem pour l'alimentation en courant.
- D - idem pour les modèles de fonderie.
- E - idem pour les besoins de matériel en liaison avec M. GOURSAT. C'est une question particulièrement importante que la Division des Affaires Militaires doit prendre en main.
- F - Demander à M. LECLERC du SABLON et à M. Jean LEVY de me faire des propositions avant la fin du mois sur la question.

ANNEXE 2Défense passive

- Page 1 - Question des masques : faire reprendre la question par le Service intéressé.
- Page 2 - Me mettre au courant des essais envisagés au 3°) ainsi que de ceux relatifs aux lumières des gares de triage, aux lanternes à main, aux passages à niveau.
- Page 3 - Me faire écrire à l'Etat-Major de l'Armée pour la question des équipes mobiles; me faire rappeler à l'Etat-Major 4<sup>e</sup> bureau la question des liaisons par T.S.F.

Note relative aux masques

- Page 2 - Me faire demander d'urgence à l'Autorité Militaire ce qui est prévu.
- Page 3 - Demander d'urgence aux Régions les résultats de l'étude de détail qui leur a été confiée.

Note relative au programme général de défense passive

- Page 4 - Me faire écrire à l'Etat-Major de l'Armée 4<sup>e</sup> Bureau pour signaler l'urgence de la réalisation des projets classés en première urgence.



ANNEXE 3

---

Page 3.- Me faire écrire avant la fin de la semaine aux Services qui n'ont pas répondu.

Page 5.- Idem.

Page 6.- Demander à M. PORCHEZ de me faire écrire pour demander les précisions et les modifications nécessaires en ce qui concerne les traverses, les bois spéciaux (page 7) la créosote (page 7).

Pages 10 et 11.- Me faire écrire pour faire préciser les points qui ont besoin de l'être.



a<sup>1</sup>

ANNEXE 4

---

APPROVISIONNEMENT EN COMBUSTIBLES

---

Le tableau de la page 3 est à revoir pour transformer les chiffres en nombres de jours, en considérant que, à titre de première approximation, les besoins journaliers après la fin de la période de concentration seraient fixés aux besoins journaliers moyens pendant cette période, les Régions ayant des excédents constituant d'ailleurs une réserve pour les Régions frontalières.

Page 3.- Demander à M. LECLERC du SABLON de mettre sa division des combustibles en liaison avec la direction des mines pour examiner les questions soulevées.

Page 5.- Idem.

ANNEXE 5

---

La question est modifiée du fait du nouveau Cahier des Charges. Voudriez-vous l'examiner à nouveau à ce point de vue.

SECRET

## NOTE

relative aux Sections de Chemins de fer de Campagne

I - ORGANISATION DES SECTIONS DE CHEMINS DE FER DE CAMPAGNE.

Les Chemins de fer de Campagne sont des Corps militaires chargés, en temps de guerre, concurremment avec les troupes de sapeurs de Chemins de fer, de la construction, de la réparation et de l'exploitation des voies ferrées dont le service n'est pas assuré par les Compagnies nationales (Décret du 23 Janvier 1928).

Le personnel en est recruté parmi les Ingénieurs, Agents et Ouvriers des Réseaux soumis aux obligations militaires ou dans certains cas volontaires.

Une Section comporte :

- un Service Central,
- trois divisions distinctes : 1<sup>ère</sup> Division - Mouvement  
2<sup>ème</sup> Division - Voie, Service  
électrique -  
Signaux  
3<sup>ème</sup> Division - Traction.
- un dépôt central (qui peut être commun à plusieurs Sections).

Il existe 15 Sections de C.F.C. dont onze formées par la S.N.C.F. (Réseau Métropolitain).

Ce nombre n'est pas limitatif, le Ministre pouvant, en temps de guerre, créer de nouvelles Sections suivant les besoins.

Les Sections de C.F.C. sont classées en :



a) Sections de première urgence.-

Ce sont les 2<sup>ème</sup> Section - Région Sud-Est,  
 3<sup>ème</sup> -d°- - -d°- Sud-Ouest,  
 4<sup>ème</sup> -d°- - -d°- Ouest,  
 5<sup>ème</sup> -d°- - -d°- Nord,  
 7<sup>ème</sup> -d°- - -d°- Sud-Ouest.

b) Sections de deuxième urgence.-

Ce sont les 1<sup>ère</sup> Section - Région Sud-Est,  
 6<sup>ème</sup> -d°- - -d°- Est,  
 8<sup>ème</sup> -d°- - -d°- Sud-Ouest  
 9<sup>ème</sup> -d°- - -d°- Ouest  
 15<sup>ème</sup> -d°- - -d°- Nord.

Les cinq autres Sections, dont la 12<sup>ème</sup>, formée par l'ex-Réseau A.L., font l'objet de modalités particulières.

COMPOSITION.-

Les Sections de 1<sup>ère</sup> et de 2<sup>ème</sup> urgence sont à l'effectif de 3.113 Agents.

Cet effectif peut être augmenté des quelques Agents supérieurs affectés comme fonctionnaires techniques à la Direction des Chemins de fer au G.Q.G. et qui peuvent être appelés individuellement.

La 12<sup>ème</sup> Section est à l'effectif de 1.138 Agents.

Pour les Sections de 2<sup>ème</sup> urgence, seuls les Agents supérieurs sont nommés dès le temps de paix. Les listes des



Agents secondaires ne sont soumises qu'après la mobilisation, au plus tard le 10ème jour.

#### NOMINATIONS.-

Dans chaque Section, les Agents supérieurs sont nommés ou promus par le Ministre de la Guerre, les Agents secondaires sont nommés ou promus par le Général Commandant la Région sur le territoire de laquelle se mobilise chacune des Sections.

Les Médecins sont prélevés en principe parmi ceux faisant partie du Service des Chemins de fer.

Les Infirmiers, au nombre de 8, sont fournis par la Section d'Infirmiers de la Région militaire mobilisant le Service Central de la Section de C.F.C.

#### HABILLEMENT.-

Les Agents supérieurs sont soumis à un régime qui varie suivant la date de leur incorporation, savoir :

- a) Agents nommés pour prendre rang à une date antérieure au 1er Avril 1930 :

Peuvent recevoir, à titre gratuit, d'un Corps de troupe, une tenue du modèle de la troupe,

ou bien :

une tenue, sur mesure, en drap de Sous-Officier rengagé, moyennant paiement de la différence de valeur entre cette tenue et celle de la troupe.

- b) Agents nommés pour prendre rang entre le 1er Avril 1930 et le 31 Octobre 1933 :

Ont droit à une indemnité de première mise d'équipement

de 700 fr. ou à la somme destinée à compléter à 700 fr. l'indemnité qu'ils ont déjà pu recevoir comme Sous-Lieutenant de réserve.

c) Agents nommés pour prendre rang à partir du 1<sup>er</sup> Novembre 1933 :

Ont droit à l'indemnité de première mise d'équipement de 700 fr., mais cette indemnité ne leur sera allouée qu'au moment où ils seront appelés à l'activité.

Les Agents secondaires sont habillés par les Centres mobilisateurs au moment de leur convocation.

ARMEMENT.-

Les Agents supérieurs sont armés du revolver ou du pistolet automatique.

Les Agents secondaires reçoivent leur fusil du Centre mobilisateur où ils sont convoqués.

MATERIEL.-

Les Sections doivent recevoir au moment de leur appel un matériel très complet et très important; sanitaire, administratif, un parc d'outillage et du matériel roulant. (A titre de simple indication, une Section reçoit 140 locomotives).

## II - ROLE A JOUER

Aux termes de l'Instruction Générale du 8 Mai 1930, après rétablissement de la continuité du rail et remise en état des

gares pour une exploitation restreinte, par des unités de sapeurs de chemins de fer, les Sections prennent progressivement possession des lignes. Elles perfectionnent l'oeuvre ébauchée de façon à donner aux lignes une capacité de trafic de plus en plus grande et, lorsqu'elles sont stabilisées sur les lignes qui leur sont affectées, elles forment un véritable petit réseau qui a son unité propre.

On peut admettre qu'une Section peut être chargée d'exploiter une ligne à double voie de 300 kilomètres de développement sans postes sémaphoriques et comportant le même nombre de gares, stations et haltes qu'une grande artère d'un Réseau français, avec une circulation de 2 trains par heure dans chaque sens.

### III- CONDITIONS DE MOBILISATION.

Les Sections de première urgence peuvent être mobilisées en tout temps sur un ordre spécial du Ministre, indépendant de l'ordre de mobilisation de l'Armée. Elles doivent être mises sur pied dans un délai de 4 jours, leur enlèvement pouvant être prévu à partir du 5<sup>ème</sup> jour à 0<sup>h</sup>01.

Les Sections de deuxième urgence ne peuvent être appelées qu'à la mobilisation, à partir du 25<sup>ème</sup> ou 30<sup>ème</sup> jour suivant la Section. Elles doivent être prêtes à être enlevées le 7<sup>ème</sup> jour suivant la réception de l'ordre de mise sur pied, à 0<sup>h</sup>01.

Dans l'un ou l'autre cas, la mise sur pied d'une Section s'effectue simultanément dans plusieurs Centres mobilisateurs



(généralement 4).

Les Sections de Chemins de fer de Campagne peuvent être appelées, soit en totalité, soit par fractions successives suivant les besoins.

Les opérations de mobilisation font l'objet d'un Journal de mobilisation tenu à jour par les soins du Commandant de Section, prévoyant le détail des opérations de convocation des Agents, habillement et armement, fourniture et rassemblement du matériel.

En fait, la plus grosse partie du matériel serait fourni par les Régions ou par l'Etablissement Central de Matériel de Chemin de fer. Le reste serait obtenu par réquisition. Mais on peut se demander si ce dernier procédé serait réellement efficace pour du matériel très spécial, tel que draisines par exemple. Il y a donc là, une question à examiner.

#### IV - CONDITIONS DANS LESQUELLES SE FAIT L'INSTRUCTION EN TEMPS DE PAIX.

Les Sections sont soumises en temps de paix à des appels, revues et réunions d'instruction sur l'ordre du Ministre de la Guerre.

Elles doivent être toujours prêtes, et de la façon la plus complète, à être utilisées par le Ministre de la Guerre qui peut les appeler, soit globalement, soit partiellement.

Depuis 1918, il n'a été fait aucun exercice, mais un certain nombre de Services Centraux et de Subdivisions ont été

réellement mobilisés en 1925 pour l'occupation de la Rhénanie.

Actuellement, et en raison des dispositions réglementaires, tous les Agents supérieurs ne sont pas munis de leur uniforme. Au cas où un exercice serait prescrit, ils pourraient percevoir l'indemnité de première mise d'équipement à laquelle ils ont droit et devraient se procurer leur uniforme. Mais ils ne disposeraient pour cela que d'un délai très réduit, si l'exercice se faisait dans les mêmes conditions que la mobilisation (4 jours pour les Sections de 1<sup>ère</sup> urgence, 7 jours pour les Sections de 2<sup>ème</sup> urgence).

Il faut rappeler, en outre, que le personnel des Sections de 2<sup>ème</sup> urgence n'est pas désigné et qu'il faudrait, en cas de convocation, nommer les Agents appelés à faire partie de ces Sections, ce qui demanderait un certain délai et pourrait présenter quelques difficultés.

S'il semble assez difficile, dans l'état actuel des instructions, de prescrire d'ici peu un exercice, il apparaît cependant qu'il convienne d'y songer, malgré les frais et sujétions qui en résulteraient. On pourrait, d'ailleurs, se limiter à une Section et convoquer à l'exercice, comme observateurs, les Agents supérieurs des autres Sections. Ce serait à voir avec l'Etat-Major de l'Armée.

En l'absence de toute convocation du Ministre, il n'est fait aucune séance d'instruction. A noter cependant que les Commandants de Section ont assisté, en Juin 1937, à une conférence sur l'emploi d'une Section de Chemins de fer de Campagne faite au 4<sup>ème</sup> Bureau de l'Etat-Major de l'Armée, et que

d'autre part, tous les Agents supérieurs reçoivent, lors de leur nomination dans les Sections de C.F.C., les documents officiels qui leur permettent de s'instruire sur toutes les dispositions essentielles concernant ces Sections. Mais il y aurait, semble-t-il, quelque intérêt à ce que cette instruction soit mise en valeur par des exercices de cadres pour les Chefs de Division et au besoin xde Subdivision.



SECRET

## ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL

En temps de guerre, les ateliers des Régions continueraient à assurer l'entretien du matériel et feraient appel aux Etablissements de l'Industrie Privée indiqués ci-après qui, en temps de paix, effectuent déjà des travaux de réparation de matériel. Ces Etablissements fourniraient alors :

- Région Nord -

- Aciéries du Nord à HAUTMONT..... 100.000<sup>h</sup> par mois  
(Ces heures seraient exécutées dans les Usines du Sud-Est des A.D.N. : HORNE ou LA CAPELETTE).
- Société Lilloise de Matériel de Chemins de fer  
à AULNAY-sous-BOIS..... 50.000<sup>h</sup> par mois

- Région Ouest -

- Ateliers et Chantiers de la Loire à NANTES... 34.500<sup>h</sup> par mois
- Compagnie Générale de Construction de locomotives à NANTES-St-JOSEPH..... 34.500<sup>h</sup> par mois
- Société des Forges et Ateliers de COMMENTRY-OISSEL, à OISSEL..... 60.900<sup>h</sup> par mois
- Etablissements CAREL au MANS..... 9.400<sup>h</sup> par mois
- Etablissements CAREL à GAILLON..... 14.400<sup>h</sup> par mois
- Ateliers de BRUZ, à BRUZ..... 24.000<sup>h</sup> par mois
- Etablissements CARDE à NANTERRE..... 9.000<sup>h</sup> par mois
- C.I.M.T. (Compagnie Industrielle de Matériel de Transport) à MANTES..... 88.660<sup>h</sup> par mois

- Région Sud-Ouest -

- Société des Forges et Ateliers de COMMENTRY-OISSEL, à COMMENTRY.....	30.000 <sup>h</sup>	par mois	
- C.I.M.T. (Compagnie Industrielle de Matériel de Transport) à BORDEAUX :			
Usine des Docks.....	50.000 <sup>h</sup>		-
" de la Passerelle.....	5.500 <sup>h</sup>		-
- C.I.M.T. à St-PIERRE-des-CORPS (Ateliers du P.O.).....	240.000 <sup>h</sup>		-
- Etablissements FOUGA à BEZIERS.....	230.000 <sup>h</sup>		-
- Compagnie Générale de Constructions Electriques et Mécaniques "ALSTHOM" à TARBES.....	9.000 <sup>h</sup>		-
- Société OERLIKON à ORNANS.....	400 <sup>h</sup>		-
- Société des Ateliers d'ORVAL à ORVAL.....	35.000 <sup>h</sup>		-
- MM. DESSE Frères à BORDEAUX-BASTIDE.....	25.000 <sup>h</sup>		-
- Société des Forges et Ateliers des Pyrénées à TARBES.....	50.000 <sup>h</sup>		-
- Société Anonyme des Travaux Métalliques à BORDEAUX.....	30.000 <sup>h</sup>		-
- Usines de PRADIS et de MAILLOTTE à PERPIGNAN.	23.000 <sup>h</sup>		-
- Société Nouvelle des Etablissements DECAUVILLE à MOULINS.....	15.000 <sup>h</sup>		-

- Région Sud-Est -

Aciéries du Nord :

HORME.....	140.000 <sup>h</sup>	-
LA CATELETTE.....	245.000 <sup>h</sup>	-
CANNES-LA BOCCA.....	125.000 <sup>h</sup>	-

- Compagnie Générale d'Entretien de Matériel  
de Chemins de fer :

NEVERS.....	175.000 <sup>h</sup>	par mois	
VILLEFRANCHE.....	45.000 <sup>h</sup>		-
- Ateliers de Construction du Centre à CLERMONT	90.000 <sup>h</sup>		-
- Etablissements MICHEL à NICE.....	45.000 <sup>h</sup>		-
- Etablissements SOULAGE à GRENOBLE.....	50.000 <sup>h</sup>		-
- Etablissements CODER à MARSEILLE.....	125.000 <sup>h</sup>		-
- S.O.M.U.A. à VENISSIEUX.....	98.000 <sup>h</sup>		-

- Région Est -

- Etablissements FOUGA à BEZIERS.....	30.000 <sup>h</sup>		-
- Aciéries du Nord :			
HORME.....	40.000 <sup>h</sup>		-
LA CAPELETTE.....	60.000 <sup>h</sup>		-
- Société Nouvelle DECAUVILLE à MOULINS.....	45.000 <sup>h</sup>		-
- Société des Aciéries de LONGWY.....	25.000 <sup>h</sup>		-

Les noms ou désignations de ces Etablissements, Sociétés, Compagnies, Ateliers et Usines ont été portés sur la liste annexée à la lettre du Comité de Direction au Ministère des Travaux Publics n° 2736 1<sup>a</sup>, du 20 Avril 1937, liste qui est évidemment sujette à modifications, non seulement en ce qui concerne les firmes qui s'y trouvent mentionnées, mais également en ce qui concerne la production attendue de chacune d'entre elles.

En vue des formalités prévues par l'Instruction Ministérielle du 23 Juillet 1937 tendant à la fourniture de



main d'oeuvre à ces Etablissements en temps de guerre, des Ingénieurs de chacun des anciens Réseaux ont été accrédités auprès des Commandants des Régions Militaires. Ce sont :

- Région du Nord : M. FROIDURE, Ingénieur Principal du Matériel et de la Traction.
- Région de l'Ouest : M. PICARD, Ingénieur Principal du Matériel.
- Région du Sud-Ouest : M. DAVAL, Chef de la Division du Matériel.
- Région du Sud-Est : M. ETAIX, Ingénieur du Matériel et de la Traction.
- Région de l'Est :
  - pour l'Alsace-Lorraine : M. SCHMIDT, Ingénieur Principal du Matériel;
  - pour l'Est : M. RIMBAULT, Chef Adjoint du Matériel roulant.

L'Instruction Ministérielle susdite du 23 Juillet 1937 a prévu que ces Ingénieurs doivent présenter les demandes de fourniture de main d'oeuvre ou de mises en affectation spéciale du personnel à maintenir, pour permettre l'exécution des commandes passées par le Ministère des Travaux Publics.

Les Régions du Nord, de l'Ouest et du Sud-Est ont déjà fait le nécessaire. Les autres Régions ne tarderont pas elles aussi à en avoir terminé.

- Repliement éventuel de certains ateliers -

Il a été procédé, d'autre part, à l'étude du repliement de certains grands ateliers afin que, dans le cas où cette opération deviendrait nécessaire, elle puisse s'exécuter plus rapidement et sans désordre.

- Les ateliers de l'Alsace-Lorraine seraient évacués sur le

Sud-Ouest;

- les Ateliers de l'Est sur le Sud-Est;
- les Ateliers du Nord sur l'Ouest.

Enfin, certains ateliers de l'Ouest (très voisins de PARIS) seraient évacués sur des centres plus éloignés de la même Région.

L'étude a été conduite conformément au programme suivant :

- Région Est (ex-Alsace-Lorraine) -

Les ateliers de MULHOUSE seraient évacués sur BEZIERS;

Les ateliers de BISCHHEIM sur PERIGUEUX et St-PIERRE-des-CORPS;

Les ateliers de BASSE-YUTZ, éventuellement, sur BORDEAUX.

- Région Est (ex-Est) -

Les ateliers d'EPERNAY seraient évacués sur :

NEVERS : 580 agents;

OULLINS : 460 agents

et ARLES : 170 agents;

Les ateliers de NOISY sur MARSEILLE-PRADO;

Les ateliers de MOHON sur COURBESSAC;

Les ateliers de ROMILLY sur OULLINS.

- Région Nord -

Les ateliers d'HELLEMMES-MACHINES seraient évacués sur SOTTEVILLE;

Les ateliers de LA CHAPELLE sur SAINTES;

Les ateliers du LANDY (Voitures et Vagons) sur MANTES;

Les ateliers d'HELLEMMES (Voitures et Vagons) sur RENNES;